

*Le budget—M. Vincent*

Président, l'opposition ne parle pas trop. Cela les blesse, cela leur fait mal, cela les choque.

Mon collègue de Beauharnois—Salaberry (M. Hudon), qui était maire dans sa circonscription avant d'être élu à la Chambre des communes, sait ce que c'est que d'administrer. Et on en a la preuve avec les commentaires positifs qu'il passe sur le Budget.

Le service de la dette, monsieur le Président, en 1984-1985: 22 milliards de dollars. Nous aurons l'obligation en 1988-1989 de déboursier 32 milliards en paiements d'intérêts sur leurs dettes et non pas sur nos dettes. Mais leurs dettes, monsieur le Président, malheureusement pour tous les Canadiens et Canadiennes, c'est également les dettes de tous. Et c'est cette administration—je n'emploierai pas de termes antiparlementaires, monsieur le Président—malheureuse de l'ancien gouvernement qui a fait en sorte qu'on a aujourd'hui une dette énorme et des dépenses annuelles de 32 milliards de dollars strictement en intérêts sur les dettes encourues par nos prédécesseurs.

Encore une fois, vous remarquerez que même si à cause de cette augmentation de dettes nos paiements d'intérêts ont augmenté de 10 milliards de dollars en trois ans et demi, nous avons quand même réussi à réduire le déficit annuel. Cela, monsieur le Président, si vous calculez vite, fait un écart de 20 milliards de dollars en trois ans et demi. Et on vient me dire après cela, de l'autre côté de cette Chambre, qu'on ne sait pas administrer! Monsieur le Président, on a appliqué des politiques justes, des politiques efficaces. On a appliqué, au niveau de l'administration du gouvernement, la même chose qu'au niveau de l'administration de l'entreprise privée, qu'au niveau de l'administration d'une municipalité: une saine administration.

Le gouvernement fédéral possédait, entre autres, monsieur le Président, vous vous en souviendrez, des terrains, des bâtisses qu'on gardait, personne ne sait pour qui, pour quand et pour quoi. On les a vendus. C'est cela administrer sainement, utiliser les biens dont nous avons besoin et disposer de ceux dont nous n'avons pas besoin.

Le chef de l'opposition mentionnait tantôt «une vision de l'avenir». Quelle vision de l'avenir peut avoir ce parti qui a au moins trois opinions sur chaque dossier majeur, monsieur le Président? Que ce soit sur la défense nationale, le libre-échange, les garderies... Le Lac Meech, monsieur le Président, 25 p. 100 des députés libéraux ont voté contre. Et croyez-le ou non, il y avait un paquet de députés représentant le Québec là-dedans en plus. Alors, quand on me dit «une vision de l'avenir», je pense que le parti conservateur, le premier ministre a définitivement une vision de l'avenir. Et cette vision de l'avenir pourrait se résumer en trois mots: qualité de vie. Qualité de vie, monsieur le Président, pour les gens de la circonscription de Trois-Rivières, pour les gens du Québec et pour tous les Canadiens et Canadiennes! Naturellement, monsieur le Président, pour les gens de votre circonscription aussi!

Qualité de vie, cela passe par où, monsieur le Président? On ne peut pas penser au Canada ou dans aucun autre pays avoir une qualité de vie si les gens ne travaillent pas. C'est la priorité numéro un.

Monsieur le Président, en trois ans et demi, le parti conservateur, de concert avec l'entreprise privée—au lieu de se battre avec l'entreprise privée comme l'ancien gouvernement l'a fait,

on travaille avec l'entreprise privée—a créé 1 200 000 jobs. C'est comme cela que commence la qualité de vie et c'est par la création d'emplois que cela passe. Les programmes de développement aux niveaux social et culturel, le développement régional ont été augmentés, toujours en gardant à l'esprit que le déficit a été réduit.

Je regarde le développement social: Paiements aux provinces: une augmentation de 2,7 p. 100. Comparant 1984-1985 avec 1988-1989, 701 millions de plus, pour services assurés complémentaires de santé; l'enseignement postsecondaire, 117 millions de plus; pour les services de bien-être social, 837 millions de plus; pour un total de 2,9 milliards de plus, de 1984-1985 à 1988-1989. Sécurité de la vieillesse, monsieur le Président: on a une augmentation; supplément de revenu garanti: encore une augmentation de près d'un milliard de dollars; allocation au conjoint: une augmentation de 275 millions; loi canadienne sur les prêts aux étudiants, 178 millions; mesures spéciales pour accroître les possibilités d'emplois des assistés sociaux, 200 millions; transferts aux gouvernements territoriaux, 330 millions; développement économique et régional, subventions et contributions pour appuyer le développement industriel et régional, 868 millions de plus et ce toujours par rapport à 1984-1985, monsieur le Président. Conseil national de recherches, 78 millions. Paiements aux compagnies ferroviaires, un autre 140 millions. Au niveau des affaires extérieures, 779 millions. Et on vient me dire, monsieur le Président, que le gouvernement n'a rien fait, qu'il n'a pas de vision de l'avenir!

Monsieur le Président, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Dans tous les secteurs, il y a eu des augmentations raisonnables qui tiennent compte des besoins des Canadiens, et je ne vous parle pas de la stratégie nationale pour la garde d'enfants. Recherche et développement, où le premier ministre a fait des annonces très intéressantes au mois de janvier: l'Université du Québec à Trois-Rivières, positivement et publiquement ont apporté son appui à l'annonce du premier ministre. On s'est dit prêt à travailler avec le gouvernement fédéral dans le cadre de cette annonce-là, la trouvant excellente. Ce n'est pas moi qui le dis. L'opposition ne viendra jamais mentionner cela.

Les ententes fédérales-provinciales dans une foule de secteurs ne font pas comme autrefois où il y avait strictement des ententes de chicanes entre les gouvernements fédéral et provinciaux.

Tantôt, le leader de l'opposition parlait de la croissance économique. Monsieur le Président, le Canada est au premier rang pour la croissance économique depuis 1984. Il parlait de 1982. En 1982, on payait un taux d'intérêt de 22 p. 100 et lui, il commence à nous dire que c'est en 1982 qu'il y avait de la croissance économique. En 1982, on payait des intérêts. Mais depuis 1984, le Canada est le premier pour la croissance économique et, ce qui est encore aussi sinon plus important, monsieur le Président, pour la croissance de l'emploi.

Encore là, ce sont des organismes indépendants qui déterminent cela. Le chef de l'opposition, monsieur le Président, disait tout à l'heure que le premier ministre, que le ministre des Finances n'avaient aucune vision internationale. Monsieur le Président, pendant près de 15 ans le gouvernement libéral a essayé de faire entrer le Canada dans le groupe réputé, appelé